



Millau VILLE DE

www.millau.fr

Service Affaires
Juridiques

DECISION N° 2023 / 008

Délivrance d'un renouvellement de concession
dans le cimetière de L'EGALITE

AR envoi PREFECTURE

SERVICE EMETTEUR : Population 23 JAN. 2023

Vu le Code général des collectivités territoriales pris notamment ses articles L 2122-22,

Vu le Code général des collectivités territoriales notamment les articles L.2223-3, L.2223-14, L.2223-15, L.2223-16,

Vu la délibération du Conseil municipal n°2022/020 en date du 7 avril 2022, portant délégation de pouvoirs du Conseil municipal au Maire,

Vu la délibération n°2020/218 du 10 décembre 2020 portant tarifs des services publics notamment relatif au tarif des concessions,

Vu l'arrêté n°2020/0683 du 27 juillet portant délégation de Madame la Maire au 5^{ème} adjoint chargé de la démocratie locale et de la citoyenneté,

Vu le règlement des cimetières communaux,

Considérant la demande présentée par [REDACTED] son épouse, demeurant [REDACTED] tendant à obtenir le renouvellement d'une concession de 4.5 mètres carrés dans le cimetière communal de L'EGALITE, située au Carré n°4 - Rangée n°9 - Tombe n°7.

DÉCIDE

Article 1 : d'accorder dans le cimetière de L'EGALITE au nom du demandeur ci-dessus, le renouvellement pour CINQUANTE ans à compter du 2 décembre 2022, d'une concession de 15 ans acquise le 5 novembre 2007 par [REDACTED] son épouse.

Article 2 : Cette concession est consentie au prix total de 823.00€ (Huit Cent Vingt Trois Euros) versés entre les mains du Trésorier Principal. Imputation budgétaire recettes 2022 – TS : 140 – Fonction : 026 – Nature : 70311.

Article 3 : La présente décision fera l'objet d'une information à l'assemblée délibérante lors de la prochaine réunion, sera ensuite publiée au registre des délibérations des actes réglementaires du Maire et sera adressée pour ampliation à Monsieur le Sous-Préfet de l'arrondissement de Millau.

Article 4 : Conformément à l'article R 421-5 du Code de justice administrative, la présente décision peut être contestée dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Toulouse.

Article 5 : Monsieur le Directeur Général des Services Municipaux et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision dont ampliation sera adressée à [redacted] son épouse.

Fait à Millau, le 12 janvier 2022

Par délégation du Conseil Municipal

Emmanuelle GAZEL

Maire de MILLAU



12403	11298			
-------	-------	--	--	--